

MESSAGE N° 230 *11 janvier 2011*
du Conseil d'Etat au Grand Conseil
accompagnant le projet de décret relatif
aux crédits supplémentaires compensés du budget
de l'Etat de Fribourg pour l'année 2010

Conformément aux dispositions de l'article 35 de la loi sur les finances de l'Etat, nous vous soumettons le rapport concernant les crédits de paiement supplémentaires acceptés par le Conseil d'Etat, dans le cadre de l'exécution du budget cantonal de l'exercice 2010.

La rigueur dans l'exécution du budget est un principe très largement respecté par les services et établissements. Cette règle souffre cependant quelques exceptions lorsque – en particulier – des circonstances nouvelles, particulières et imprévisibles viennent remettre en cause les prévisions. De telles situations peuvent entraîner des dépassements qui obligent alors les services et établissements à requérir un supplément de crédit.

Les différentes demandes en la matière ont toutes fait l'objet d'une justification par les secteurs et Directions concernés. Les requêtes ont été examinées par la Direction des finances avant d'être soumises au Conseil d'Etat. Le dossier complet des arrêtés du Conseil d'Etat relatifs aux augmentations de crédits budgétaires est transmis à la Commission des finances et de gestion avec le présent message.

Au total, pour l'exercice 2010, 49 crédits de paiement supplémentaires ont été ouverts. Ils concernent les services et rubriques comptables suivants:

Rubriques comptables	Pouvoirs – Directions	Crédits budgétaires initiaux	Crédits budgétaires supplémentaires
		Fr.	Fr.
POUVOIR JUDICIAIRE			<u>1 482 500</u>
2100	Tribunal cantonal		
300.104	Traitements des juges et assesseurs	63 000	137 000
301.118	Traitements du personnel auxiliaire	732 000	557 000
318.093	Assistance judiciaire administrative	80 000	16 000
330.001	Pertes sur créances	17 000	11 500
2115	Chambre pénale des mineurs		
318.088	Assistance judiciaire pénale	55 000	35 000
2120	Justices de paix		
301.100	Traitements du personnel	2 735 250	325 000
304.000	Contributions à la Caisse de prévoyance du personnel	239 270	375 000
330.012	Pertes sur créances, affaires civiles	-	26 000
POUVOIR EXECUTIF – CHANCELLERIE			<u>170 000</u>
3100	Conseil d'Etat		
317.100	Déplacements	85 000	15 000
318.005	Frais de réception	185 000	72 000
3105	Chancellerie d'Etat		
319.000	Dépenses administratives diverses	16 000	13 000
3110	Service d'achat du matériel et des imprimés		
311.200	Achats de machines	90 000	70 000

Rubriques comptables	Pouvoirs – Directions	Crédits budgétaires initiaux	Crédits budgétaires supplémentaires
		Fr.	Fr.
INSTRUCTION PUBLIQUE, CULTURE ET SPORT			<u>3 065 250</u>
3200	Secrétariat général		
351.001	Contributions pour les étudiants fribourgeois immatriculés dans d'autres universités cantonales	17 870 000	130 000
351.007	Contribution pour la fréquentation des Hautes écoles spécialisées	3 940 000	1 060 000
3202.1	Service de l'enseignement obligatoire de langue française		
319.000	Dépenses administratives diverses	61 000	39 000
3208	Service de l'enseignement spécialisé et des mesures d'aide		
318.102	Frais des mesures de nature pédaogo-thérapeutique	3 234 000	198 000
364.038	Subventions cantonales pour les personnes handicapées mineures dans les écoles spéciales hors du canton	3 708 000	1 361 250
3210	Cycle d'orientation		
302.100	Traitements du personnel enseignant	2 155 230	165 000
3245	Collège St-Michel		
313.001	Matériel de nettoyage	57 500	45 000
3258	Haute école de santé		
309.004	Frais de recrutement	28 000	20 000
3259	Haute école fribourgeoise de travail social		
310.100	Fournitures de bureau	42 000	15 000
3270	Archives de l'Etat		
311.200	Achats de machines	400	32 000
SÉCURITE ET JUSTICE			<u>1 840 500</u>
3345.1	Commandement et services généraux		
301.101	Traitements du personnel administratif	4 103 880	140 000
310.102	Publications et publicité	45 000	5 000
3345.2	Gendarmerie		
311.500	Achats de véhicules	800 000	28 500
3345.3	Police de sûreté		
309.000	Frais de formation	76 000	20 000
310.100	Frais de bureau	25 000	7 000
311.301	Achats de matériel et d'appareils	200 000	60 500
3345.4	Ecoles de police		
309.004	Frais de recrutement	46 000	13 000
3355	Service de l'application des sanctions pénales et des prisons		
311.200	Achats de machines	18 040	30 000
318.000	Prestations de service par des tiers	260 000	60 000
318.027	Placements dans les établissements spécialisés	1 450 000	940 000
318.049	Travaux informatiques effectués par des tiers	5 000	18 000

Rubriques comptables	Pouvoirs – Directions	Crédits budgétaires initiaux	Crédits budgétaires supplémentaires
		Fr.	Fr.
3365	Etablissements de Belle-chasse		
311.301	Achats de matériel et d'appareils	167 000	117 000
312.001	Eclairage	240 000	60 000
313.032	Frais de bétail	480 000	60 000
3370	Service de probation		
301.118	Traitements du personnel auxiliaire	140 000	36 000
3375	Service de la protection de la population et des affaires militaires		
319.017	Interventions en rapport avec la grippe A/H1N1	-	245 500
<u>INSTITUTIONS, AGRICULTURE ET FORÊTS</u>			<u>350 000</u>
3425	Service de l'agriculture		
318.049	Travaux informatiques effectués par des tiers	400 000	350 000
<u>ÉCONOMIE ET EMPLOI</u>			<u>2 508 100</u>
3500	Secrétariat général		
318.000	Prestations de service par des tiers	-	71 000
319.000	Dépenses administratives diverses	24 000	26 900
364.021	Subventions cantonales pour le développement du tourisme	2 600 000	163 000
3505	Promotion économique du canton de Fribourg		
317.100	Déplacements	70 000	20 000
318.000	Prestations de service par des tiers	1 200 000	90 000
318.001	Frais de télécommunications	19 000	8 000
3535	Service du logement		
300.200	Commissions	230 000	117 000
365.066	Subventions cantonales pour une aide complémentaire à l'encouragement à la construction de logements à caractère social	4 700 000	60 000
3542.1	Service de la formation professionnelle		
309.000	Frais de formation	180 000	55 000
310.200	Fournitures d'enseignement	280 000	75 000
318.008	Frais d'examens	2 549 000	175 000
318.038	Visites aux apprentis	382 000	85 000
364.005	Subventions cantonales à l'Association du centre professionnel	1 700 000	150 000
366.005	Subventions cantonales pour les cours interentreprises	3 450 000	210 000
366.006	Subventions cantonales pour le perfectionnement professionnel	825 000	545 000
3558.1	Ecole d'ingénieurs et d'architectes		
311.100	Achats de mobilier	68 500	143 500
311.302	Achats d'appareils d'enseignement	1 700 100	154 000
318.000	Prestations de service par des tiers	1 100 000	15 000

Rubriques comptables	Pouvoirs – Directions	Crédits budgétaires initiaux	Crédits budgétaires supplémentaires
		Fr.	Fr.
3570	Services des transports et de l'énergie		
361.000	Part aux frais de conférences	68 800	4 700
364.012	Indemnités à la Compagnie de chemin de fer du Lötschberg pour l'exploitation	5 100 000	340 000
<u>SANTÉ ET AFFAIRES SOCIALES</u>			<u>3 149 480</u>
3605	Service de la santé publique		
300.200	Commissions	88 000	20 000
301.118	Traitements du personnel auxiliaire	469 000	25 000
309.000	Frais de formation	10 000	9 100
318.049	Travaux informatiques effectués par des tiers	24 000	148 400
318.082	Exploitation du numéro d'appel d'urgence sanitaire	1 671 000	44 000
319.000	Dépenses administratives diverses	12 000	12 000
365.067	Subventions cantonales pour les soins et l'aide familiale à domicile	5 441 000	668 500
3606	Service dentaire scolaire		
313.020	Médicaments et autres produits médicaux	520 000	120 000
315.301	Entretien du matériel et des appareils	20 000	20 000
3645	Service de la prévoyance sociale		
364.030	Subventions individuelles pour les frais d'accompagnement dans les établissements médico-sociaux pour personnes âgées	58 192 000	832 000
3650	Service de l'action sociale		
311.100	Achats de mobilier	5 970	46 000
311.405	Achats de matériel et de logiciels informatiques	-	16 000
316.100	Locations de locaux	40 260	29 000
318.000	Prestations de service par des tiers	100 000	5 000
318.049	Travaux informatiques effectués par des tiers	85 000	90 000
362.006	Subventions cantonales aux communes pour l'aide sociale des Fribourgeois domiciliés dans le canton	4 400 000	400 000
362.012	Subventions cantonales aux communes pour l'aide sociale des Confédérés domiciliés dans le canton	4 400 000	200 000
3655	Assurances sociales		
318.042	Gestion de l'assurance maladie	1 900 000	71 000
360.006	Part du canton au financement des allocations familiales fédérales agricoles	2 343 000	273 480
3665	Service de l'enfance et de la jeunesse		
366.019	Pensions de jeunes délinquants	130 000	120 000

Rubriques comptables	Pouvoirs – Directions	Crédits budgétaires initiaux	Crédits budgétaires supplémentaires	Année	Nombre d'arrêtés	Montant total des crédits supplémentaires	Montant total des crédits supplémentaires en % du total des dépenses effectives budgétisées
		Fr.	Fr.			en mios	
FINANCES			180 000	1990	58	19,583	1,58
3760	Service du cadastre et de la géomatique			1991	57	28,708	2,06
318.049	Travaux informatiques effectués par des tiers	50 000	80 000	1992	63	14,946	0,94
3775	Recettes et dépenses générales			1993	47	14,063	0,79
365.000	Subventions cantonales	70 000	100 000	1994	32	4,185	0,23
GESTION PAR PRESTATIONS			2 500 000	1995	38	12,143	0,66
	Routes cantonales – entretien			1996	43	20,647	1,09
	Groupe de prestations (2000)			1997	36	7,340	0,38
	- Routes cantonales	35 831 647	2 500 000	1998	33	5,403	0,27
TOTAL			15 245 830	1999	27	15,266	0,75
				2000	29	21,265	1,00
				2001	27	7,579	0,35
				2002	27	15,164	0,69
				2003	23	12,622	0,54
				2004	24	13,547	0,57
				2005	33	26,073	1,07
				2006	29	18,390	0,73
				2007	32	10,923	0,41
				2008	31	9,581	0,33
				2009	28	14,400	0,48
				2010	49	15,246	0,49

Les 49 arrêtés de crédits supplémentaires de l'exercice 2010 se répartissent de la manière suivante entre les différents pouvoirs et directions:

	Nombre d'arrêtés	Montant Fr.
Pouvoir judiciaire	5	1 482 500
Pouvoir exécutif – Chancellerie	3	170 000
Instruction publique, culture et sport	8	3 065 250
Sécurité et justice	7	1 840 500
Institutions, agriculture et forêts	1	350 000
Economie et emploi	9	2 508 100
Santé et affaires sociales	13	3 149 480
Finances	2	180 000
Aménagement, environnement et constructions	1	2 500 000
	49	15 245 830

Concernant ces arrêtés, il convient d'apporter encore les précisions suivantes:

- comparativement à ce qui s'est produit durant la période 1990 à 2009, soit sur les 20 derniers exercices comptables, le volume de 15,2 millions de francs des crédits supplémentaires 2010 est quasiment identique à la moyenne (14,6 millions de francs par an sur la période) et, rapporté au total des dépenses effectives budgétisées, il est par contre inférieur à cette moyenne 1990–2009 (0,49% en 2010 contre 0,75% sur la période considérée) même si le nombre de crédits supplémentaires s'est cependant sensiblement accru par rapport à la moyenne de ces dix dernières années. Le tableau qui suit illustre le propos:

- bien que les dépassements de crédits concernent tous les pouvoirs et directions, il y a lieu de souligner qu'en 2010 cinq arrêtés concernant les contributions à des établissements d'enseignement hors canton (universités, HES), l'enseignement spécialisé, l'application des sanctions pénales, la formation professionnelle ainsi que l'entretien et le service hivernal des routes cantonales, représentent à eux seuls près de la moitié du total des crédits supplémentaires accordés;
- les correctifs apportés dans le cadre de la budgétisation ont permis de restreindre progressivement le volume des dépassements de crédits dans le domaine «santé-social» qui, jusqu'à un passé très récent, était à l'origine d'importantes requêtes de suppléments de crédits;
- conformément à la règle, la couverture des crédits supplémentaires sollicités a consisté en une réduction d'autres charges, à deux exceptions près. Dans ces derniers cas, il a été fait recours aux dispositions de la loi et du règlement sur les finances qui autorisent, à des conditions déterminées, de compenser certains dépassements de crédits, découlant de dépenses liées, par une augmentation de revenus. En 2010, cela concerne d'une part, les frais supplémentaires liés à la fréquentation d'établissements d'enseignement hors canton à hauteur de 150 000 francs et, d'autre part, les subventions cantonales pour les personnes handicapées mineures dans les écoles spéciales hors du canton pour une compensation de 679 680 francs.

En conclusion, nous vous invitons à ratifier l'ensemble des crédits supplémentaires ouverts par le Conseil d'Etat, à charge des comptes 2010.

BOTSCHAFT Nr. 230 *11. Januar 2011*
des Staatsrates an den Grossen Rat
zum Dekretsentswurf über die kompensierten
Nachtragskredite zum Voranschlag
des Staates Freiburg für das Jahr 2010

Gemäss Artikel 35 des Gesetzes über den Finanzhaushalt des Staates unterbreiten wir Ihnen den Bericht über die zusätzlichen Zahlungskredite, die der Staatsrat im Rahmen der Ausführung des kantonalen Voranschlags des Jahres 2010 genehmigt hat.

Der Grundsatz der unbedingten Einhaltung des Voranschlags wird von den Diensten und Anstalten weitestgehend respektiert. Trotzdem kommt es vor, dass besondere und unvorhersehbare Umstände zu Budgetüberschreitungen führen, die die Dienststellen und Anstalten dazu zwingen, einen Nachtragskredit zu beantragen.

Die verschiedenen Nachtragskreditbegehren wurden von den betreffenden Dienststellen und Direktionen begründet und der Finanzdirektion zur Prüfung unterbreitet, die sie anschliessend dem Staatsrat vorlegte. Sämtliche Staatsratsbeschlüsse über die Erhöhung von Voranschlagskrediten werden zusammen mit dieser Botschaft der Finanz- und Geschäftsprüfungskommission zugestellt.

Für das Rechnungsjahr 2010 wurden insgesamt 49 zusätzliche Zahlungskredite eröffnet, die die folgenden Dienststellen und Budgetpositionen betreffen:

Budget- positionen	Behörden – Direktionen	Voran- schlags- kredite Fr.	Nachtrags- kredite Fr.
RICHTERLICHE BEHÖRDE			1 482 500
2100	Kantonsgesicht		
300.104	Gehälter der Richter und Beisitzer	63 000	137 000
301.118	Gehälter des Hilfspersonals	732 000	557 000
318.093	Unentgeltliche Rechtspflege Verwaltungssachen	80 000	16 000
330.001	Debitorenverluste	17 000	11 500
2115	Jugendstrafkammer		
318.088	Unentgeltliche Rechtspflege Strafsachen	55 000	35 000
2120	Friedensgerichte		
301.100	Gehälter des Personals	2 735 250	325 000
304.000	Pensionskassenbeiträge	239 270	375 000
330.012	Debitorenverluste, Zivilsachen	-	26 000
VOLLZIEHENDE BEHÖRDE – KANZLEI			170 000
3100	Staatsrat		
317.100	Reisespesen	85 000	15 000
318.005	Empfänge, Kosten	185 000	72 000
3105	Staatskanzlei		
319.000	Verschiedene Verwaltungsausgaben	16 000	13 000
3110	Amt für Drucksachen und Material		
311.200	Anschaffung von Maschinen	90 000	70 000
ERZIEHUNG, KULTUR UND SPORT			3 065 250
3200	Generalsekretariat		
351.001	Beiträge für an anderen kantonalen Universitäten immatrikulierte Studenten aus dem Kanton Freiburg	17 870 000	130 000

Budget- positionen	Behörden – Direktionen	Voran- schlags- kredite Fr.	Nachtrags- kredite Fr.
351.007	Beiträge für den Besuch der Fachhochschulen	3 940 000	1 060 000
3202.1	Amt für französischsprachigen obligatorischen Unterricht		
319.000	Verschiedene Verwaltungsausgaben	61 000	39 000
3208	Amt für Sonderpädagogik		
318.102	Kosten der pädagogisch-therapeutischen Massnahmen	3 234 000	198 000
364.038	Kantonsbeiträge für behinderte Minderjährige in Sonderschulen ausserhalb des Kantons	3 708 000	1 361 250
3210	Orientierungsschule		
302.100	Gehälter der Lehrkräfte	2 155 230	165 000
3245	Kollegium St. Michael		
313.001	Reinigungsmaterialien	57 500	45 000
3258	Fachhochschule für Gesundheit		
309.004	Personalwerbungskosten	28 000	20 000
3259	Fachhochschule Freiburg für Soziale Arbeit		
310.100	Büromaterialien	42 000	15 000
3270	Staatsarchiv		
311.200	Anschaffung von Maschinen	400	32 000
SICHERHEIT UND JUSTIZ			1 840 500
3345.1	Kommando und Stabsdienste		
301.101	Gehälter des Verwaltungspersonals	4 103 880	140 000
310.102	Publikationen und Werbung	45 000	5 000
3345.2	Gendarmerie		
311.500	Anschaffung von Fahrzeugen	800 000	28 500
3345.3	Kriminalpolizei		
309.000	Ausbildungskosten	76 000	20 000
310.100	Büromaterialien	25 000	7 000
311.301	Anschaffung von Materialien und Apparaten	200 000	60 500
3345.4	Polizeischulen		
309.004	Personalwerbungskosten	46 000	13 000
3355	Amt für Straf- und Massnahmenvollzug und Gefängnisse		
311.200	Anschaffung von Maschinen	18 040	30 000
318.000	Dienstleistungen Dritter	260 000	60 000
318.027	Einweisungen in Sonderheime	1 450 000	940 000
318.049	Von Dritten ausgeführte Informatikarbeiten	5 000	18 000
3365	Anstalten von Bellechasse		
311.301	Anschaffung von Materialien und Apparaten	167 000	117 000
312.001	Beleuchtung	240 000	60 000
313.032	Kosten für Viehhaltung	480 000	60 000
3370	Amt für Bewährungshilfe		
301.118	Gehälter des Hilfspersonals	140 000	36 000

Budget- positionen	Behörden – Direktionen	Vor- schlags- kredite Fr.	Nachtrags- kredite Fr.
3375	Amt für Bevölkerungsschutz und Militär		
319.017	Massnahmen gegen die Grippepandemie (A/H1N1)	-	245 500
<u>INSTITUTIONEN, LAND- UND FORSTWIRTSCHAFT</u>			<u>350 000</u>
3425	Amt für Landwirtschaft		
318.049	Von Dritten ausgeführte Informatikarbeiten	400 000	350 000
<u>VOLKSWIRTSCHAFT</u>			<u>2 508 100</u>
3500	Generalsekretariat		
318.000	Dienstleistungen Dritter	-	71 000
319.000	Verschiedene Verwaltungsausgaben	24 000	26 900
364.021	Kantonsbeiträge für die Tourismusförderung	2 600 000	163 000
3505	Wirtschaftsförderung Kanton Freiburg		
317.100	Reisespesen	70 000	20 000
318.000	Dienstleistungen Dritter	1 200 000	90 000
318.001	Kosten für Telekommunikation	19 000	8 000
3535	Wohnungsamt		
300.200	Kommissionen	230 000	117 000
365.066	Kantonsbeiträge für eine Zusatzhilfe zur Sozialwohnbauförderung	4 700 000	60 000
3542.1	Amt für Berufsbildung		
309.000	Ausbildungskosten	180 000	55 000
310.200	Schulmaterialien	280 000	75 000
318.008	Prüfungskosten	2 549 000	175 000
318.038	Lehrlingsbesuche	382 000	85 000
364.005	Kantonsbeiträge an die Vereinigung des Kantonalen Berufsbildungszentrums	1 700 000	150 000
366.005	Kantonsbeiträge für überbetriebliche Kurse	3 450 000	210 000
366.006	Kantonsbeiträge für die berufliche Weiterbildung	825 000	545 000
3558.1	Hochschule für Technik und Architektur		
311.100	Anschaffung von Mobilien	68 500	143 500
311.302	Anschaffung von Unterrichtsgeräten	1 700 100	154 000
318.000	Dienstleistungen Dritter	1 100 000	15 000
3570	Amt für Verkehr und Energie		
361.000	Konferenzkostenanteil	68 800	4 700
364.012	Abgeltungen an die Lötschbergbahn für den Betrieb	5 100 000	340 000
<u>GESUNDHEIT UND SOZIALES</u>			<u>3 149 480</u>
3605	Amt für Gesundheit		
300.200	Kommissionen	88 000	20 000
301.118	Gehälter des Hilfspersonals	469 000	25 000
309.000	Ausbildungskosten	10 000	9 100
318.049	Von Dritten ausgeführte Informatikarbeiten	24 000	148 400
318.082	Betrieb Sanitätsnotruf	1 671 000	44 000

Budget- positionen	Behörden – Direktionen	Vor- schlags- kredite Fr.	Nachtrags- kredite Fr.
319.000	Verschiedene Verwaltungsausgaben	12 000	12 000
365.067	Kantonsbeiträge für die spitalexterne Krankenpflege und die Familienhilfe	5 441 000	668 500
3606	Schulzahnpflegedienst		
313.020	Arzneimittel und andere Medizinprodukte	520 000	120 000
315.301	Unterhalt von Materialien und Geräten	20 000	20 000
3645	Sozialvorseamnt		
364.030	Individualbeiträge für die Betreuungskosten in den Pflegeheimen	58 192 000	832 000
3650	Kantonales Sozialamt		
311.100	Anschaffung von Mobilien	5 970	46 000
311.405	Anschaffung von Hardware und Software	-	16 000
316.100	Räume, Mieten	40 260	29 000
318.000	Dienstleistungen Dritter	100 000	5 000
318.049	Von Dritten ausgeführte Informatikarbeiten	85 000	90 000
362.006	Kantonale Sozialhilfebeiträge an die Gemeinden für im Kanton wohnhafte Freiburger	4 400 000	400 000
362.012	Kantonale Sozialhilfebeiträge an die Gemeinden für im Kanton wohnhafte Schweizerbürger	4 400 000	200 000
3655	Sozialversicherungen		
318.042	Verwaltung Krankenversicherung	1 900 000	71 000
360.006	Kantonsanteil an der Finanzierung der eidgenössischen Familienzulagen in der Landwirtschaft	2 343 000	273 480
3665	Jugendamt		
366.019	Kostgelder jugendlicher Straftäter	130 000	120 000
<u>FINANZEN</u>			<u>180 000</u>
3760	Amt für Vermessung und Geomatik		
318.049	Von Dritten ausgeführte Informatikarbeiten	50 000	80 000
3775	Allgemeine Einnahmen und Ausgaben		
365.000	Kantonsbeiträge	70 000	100 000
<u>LEISTUNGSORIENTIERTE FÜHRUNG</u>			<u>2 500 000</u>
Kantonsstrassen – Unterhalt			
Leistungsgruppe (2000)			
- Kantonsstrassen		35 831 647	2 500 000
Total			<u>15 245 830</u>

Die 49 Nachtragskreditbeschlüsse des Rechnungsjahrs 2010 verteilen sich wie folgt auf die verschiedenen Behörden und Direktionen:

	<u>Anzahl</u> <u>Beschlüsse</u>	<u>Betrag</u> <u>Fr.</u>
Richterliche Behörde	5	1 482 500
Vollziehende Behörde – Kanzlei	3	170 000
Erziehung, Kultur und Sport	8	3 065 250
Sicherheit und Justiz	7	1 840 500
Institutionen, Land- und Forstwirtschaft	1	350 000
Volkswirtschaft	9	2 508 100
Gesundheit und Soziales	13	3 149 480
Finanzen	2	180 000
Raumplanung, Umwelt und Bauwesen	1	2 500 000
	<u>49</u>	<u>15 245 830</u>

Zu diesen Nachtragskreditbeschlüssen ist noch Folgendes zu sagen:

- Im Vergleich zu den vergangenen zwanzig Rechnungsjahren (1990–2009) liegen die sich auf 15,2 Millionen Franken belaufenden Nachtragskredite betragsmässig praktisch im Durchschnitt (14,6 Millionen Franken pro Jahr über diesen Zeitraum); gemessen an den gesamten budgetierten effektiven Ausgaben (0,49% im Jahr 2010 gegenüber 0,75% im Vergleichszeitraum) liegen sie hingegen unter dem Durchschnitt, und dies obwohl sich die Zahl der Nachtragskredite gegenüber dem Durchschnitt der letzten zehn Jahre deutlich erhöht hat, wie auch aus der folgenden Tabelle hervorgeht:

<u>Jahr</u>	<u>Anzahl</u> <u>Beschlüsse</u>	<u>Gesamtbetrag der</u> <u>Nachtragskredite in</u> <u>Mio.</u>	<u>Gesamtbetrag der</u> <u>Nachtragskredite in</u> <u>% der gesamten bud-</u> <u>getierten effektiven</u> <u>Ausgaben</u>
1990	58	19,583	1,58
1991	57	28,708	2,06
1992	63	14,946	0,94
1993	47	14,063	0,79
1994	32	4,185	0,23
1995	38	12,143	0,66
1996	43	20,647	1,09
1997	36	7,340	0,38
1998	33	5,403	0,27
1999	27	15,266	0,75
2000	29	21,265	1,00
2001	27	7,579	0,35
2002	27	15,164	0,69
2003	23	12,622	0,54
2004	24	13,547	0,57
2005	33	26,073	1,07
2006	29	18,390	0,73
2007	32	10,923	0,41
2008	31	9,581	0,33
2009	28	14,400	0,48
2010	49	15,246	0,49

- 2010 mussten praktisch allen Behörden und Direktionen Nachtragskredite gewährt werden, wobei jedoch fünf Beschlüsse allein schon rund die Hälfte des Nachtragskreditvolumens beanspruchen, und zwar für die Beiträge an ausserkantonale Bildungseinrichtungen (Universitäten, FH), die Sonderschulung, den Straf- und Massnahmenvollzug, die Berufsbildung und den kantonalen Winterdienst.
- Dank der im Rahmen der Budgetierung vorgenommenen Korrekturen konnte im Bereich «Gesundheit-Soziales», in dem bis vor Kurzem immer erhebliche Nachtragskredite beantragt worden sind, der Umfang der Kreditüberschreitungen allmählich abgebaut werden.
- Die beantragten Nachtragskredite wurden bis auf zwei Fälle vorschriftsgemäss über Aufwandminderungen kompensiert. In diesen zwei Fällen ist nach den Bestimmungen des Finanzhaushaltsgesetzes und -reglements vorgegangen worden, wonach gewisse durch gebundene Ausgaben verursachte Kreditüberschreitungen unter bestimmten Voraussetzungen durch Einnahmenerhöhungen ausgeglichen werden können. 2010 betrifft dies die Mehrkosten für den Besuch von Schulen ausserhalb des Kantons in Höhe von 150 000 Franken sowie die Kantonsbeiträge für behinderte Minderjährige in Sonderschulen ausserhalb des Kantons in einem Kompensationsbetrag von 679 680 Franken.

Demnach beantragen wir Ihnen, alle Nachtragskredite zu genehmigen, die der Staatsrat zu Lasten der Staatsrechnung 2010 eröffnet hat.

Décret

du

**relatif aux crédits supplémentaires compensés
du budget de l'Etat de Fribourg pour l'année 2010**

Le Grand Conseil du canton de Fribourg

Vu l'article 35 de la loi du 25 novembre 1994 sur les finances de l'Etat;
Vu le budget de l'Etat de Fribourg pour l'année 2010;
Vu le message du Conseil d'Etat du 11 janvier 2011;
Sur la proposition de cette autorité,

Décète:

Art. 1

Les crédits supplémentaires compensés du budget de l'Etat de Fribourg pour l'année 2010, ouverts en faveur des Directions auprès de l'Administration des finances et portant sur un montant total de 15 245 830 francs, sont approuvés.

Art. 2

¹ Le présent décret n'est pas soumis au referendum financier.

² Il entre immédiatement en vigueur.

Dekret

vom

**über die kompensierten Nachtragskredite
zum Voranschlag des Staates Freiburg für das Jahr 2010**

Der Grosse Rat des Kantons Freiburg

gestützt auf Artikel 35 des Gesetzes vom 25. November 1994 über den Finanzhaushalt des Staates;
gestützt auf den Voranschlag des Staates Freiburg für das Jahr 2010;
nach Einsicht in die Botschaft des Staatsrates vom 11. Januar 2011;
auf Antrag dieser Behörde,

beschliesst:

Art. 1

Die kompensierten Nachtragskredite zum Voranschlag des Staates Freiburg für das Jahr 2010, die bei der Finanzverwaltung zu Gunsten der Direktionen in einem Gesamtbetrag von 15 245 830 Franken eröffnet worden sind, werden genehmigt.

Art. 2

¹ Dieses Dekret untersteht nicht dem Finanzreferendum.

² Es tritt sofort in Kraft.